

LES CONTRATS D'ADJOINT ET D'ASSISTANT D'UN MÉDECIN DANS LA LUTTE CONTRE LES DÉSERTS MÉDICAUX

Le Code de la santé publique autorise le médecin, sur autorisation, **à être assisté dans son exercice par un médecin ou un étudiant de 3^e cycle dit « adjoint »**, en cas d'afflux exceptionnel de population, constaté par arrêté du Préfet. Une autorisation doit être accordée par le conseil départemental pour 3 mois, renouvelable (L4131-2 CSP).

Consciente des difficultés actuelles, cette notion « d'afflux exceptionnel de population » a été interprétée très largement par la DGOS en novembre 2016 : elle vise l'exercice dans des zones caractérisées par **une situation de déséquilibre entre l'offre de soins et les besoins de la population, générant une insuffisance voire une carence d'offre de soins**, dans une ou plusieurs spécialités.

Le Code de la santé publique permet également au médecin, sur autorisation, de **se faire assister par un autre médecin**, pour une durée limitée, lorsque les besoins de la santé publique l'exigent, en cas d'afflux exceptionnel de population constaté par le préfet dans le département ou lorsque son état de santé l'exige (R4127-88 CSP). Dans les Hauts-de-France, l'ARS et les conseils départementaux du Nord et du Pas-de-Calais ont permis la signature de contrats d'assistants dans les zones en difficultés ou fragiles. En autorisant le médecin installé à travailler en même temps que son assistant, ce statut présente les avantages du remplacement sans les

contraintes de l'installation pouvant susciter l'envie d'une installation ultérieure.

Jusqu'à la convention de 2016, l'adjoint et l'assistant disposaient de leurs propres feuilles de soins temporaires, ils percevaient et encaissaient leurs honoraires (même si des pratiques différentes étaient constatées en fonction des départements). L'adjoint exerçait dans le cadre du contrat-type pour l'exercice de la médecine par un étudiant en médecine en qualité d'adjoint d'un docteur en médecine, tandis que l'assistant exerçait dans le cadre d'un contrat d'association temporaire ou d'un contrat de collaboration libérale.

L'article 67 de la convention prévoit que désormais l'adjoint et l'assistant exercent sous la responsabilité conventionnelle du titulaire du cabinet sur les feuilles de soins de celui-ci. Le statut est proche de celui d'un remplaçant. **Le contrat-type d'adjoint a donc été modifié par le CNOM afin d'en tenir compte. Un contrat-type d'assistant est également proposé.**

A noter qu'adjoint et assistant doivent être assurés en responsabilité professionnelle et le justifier auprès du titulaire.

La CSMF a demandé au Ministère une application étendue à la France entière du statut de médecin d'adjoint et d'assistant.

Source: CSMF

CONTRAT TYPE POUR L'EXERCICE DE LA MÉDECINE PAR UN ÉTUDIANT EN MÉDECINE EN QUALITÉ D'ADJOINT D'UN DOCTEUR EN MÉDECINE

Adopté le 1^{er} mars 1973
Mis à jour le 16 février 2012
Mis à jour le 19 décembre 2013
Mis à jour le 16 juin 2017

Vu l'article L.4131-2 du code de la santé publique¹

Vu l'article R.4127-88 du code de la santé publique²

Vu l'arrêté du Ministre des affaires sociales et de la santé du 20 octobre 2016 portant approbation de la convention nationale organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'assurance maladie (articles 35 et 67)

Vu l'instruction n° DGOS/ RH2/2016/349 du 24 novembre 2016 relative à l'autorisation d'exercice des étudiants de 3^e cycle des études médicales comme adjoint d'un médecin en cas d'afflux exceptionnel de population

Vu l'arrêté du représentant de l'Etat dans le département en date du

ENTRE :

- le docteur X. demeurant, exerçant la médecine générale (ou spécialiste qualifié en) inscrit au tableau du Conseil départemental de de l'Ordre des médecins sous le numéro

d'une part,

ET

- Monsieur /Madame Y. demeurant, remplissant les conditions légales pour effectuer un remplacement (licence n°) et immatriculé à l'URSSAF, sous le n°..... d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} -

Dans le but de faciliter l'exercice de sa profession durant les périodes où l'activité médicale est particulièrement importante, du fait de l'afflux exceptionnel de population et par là même de se mettre en mesure d'assurer les soins dus aux malades,

1. Article L.4131-2 du code de la santé publique: «Peuvent être autorisées à exercer la médecine, [...] comme adjoint d'un médecin en cas d'afflux exceptionnel de population, constaté par un arrêté du représentant de l'Etat dans le département, les personnes remplissant les conditions suivantes:

1° Avoir suivi et validé la totalité du deuxième cycle des études médicales en France ou titulaires d'un titre sanctionnant une formation médicale de base équivalente, délivré par un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen;

2° Avoir validé au titre du troisième cycle des études médicales en France un nombre de semestres déterminé, en fonction de la spécialité suivie, par le décret mentionné au dernier alinéa;

Ces autorisations sont délivrées pour une durée limitée par le conseil départemental de l'ordre des médecins qui en informe les services de l'Etat.»

2. Article R.4127-88 du code de santé publique: «Le médecin peut, sur autorisation, être assisté dans son exercice par un autre médecin lorsque les besoins de la santé publique l'exigent, en cas d'afflux exceptionnel de population, ou lorsque, momentanément, son état de santé le justifie. L'autorisation est accordée par le conseil départemental pour une durée de trois mois, renouvelable.

Le silence gardé pendant deux mois par le conseil départemental sur la demande d'autorisation ou de renouvellement vaut décision d'acceptation. Le médecin peut également s'adjoindre le concours d'un étudiant en médecine, dans les conditions prévues à l'article L4131-2 du code de la santé publique.»

le docteur X. se propose de prendre pour adjoint du ... au ...³ et s'engage à recueillir auprès de son Conseil départemental l'autorisation requise et à en informer la CPAM,

Monsieur/Madame Y. dans les conditions du présent contrat qui est exceptionnel et de courte durée.

Article 2 -

Le docteur X. et son adjoint se mettent d'accord pour l'utilisation en commun des locaux professionnels dont le docteur X. dispose déjà, de telle façon que chacun d'eux puisse exercer sa profession dans les meilleures conditions matérielles.

Article 3 -

Les contractants demeurent entièrement soumis aux principes définis par le code de déontologie médicale.

En particulier, ils exercent leur profession en pleine indépendance et dans la mesure du possible, ils veillent à ce que le libre choix du malade soit respecté. Ils s'efforcent, en outre, de mettre tout en œuvre pour pouvoir suivre personnellement les malades qui se confient à eux.

Article 4 -

Chacun des contractants assumera les charges fiscales et sociales qui lui incombent du fait de son mode d'exercice.

Chacun des contractants conserve la charge de sa responsabilité professionnelle pour laquelle il doit s'assurer auprès d'un organisme de son choix.

Monsieur/Madame Y. adresse au docteur X. son attestation d'assurance, de même que le docteur X. justifie auprès de Monsieur/Madame Y de son assurance en responsabilité civile professionnelle.

Conformément à l'article 67 de la convention nationale des médecins généralistes et des médecins spécialistes, le docteur X. assure la responsabilité conventionnelle de la cotation des actes professionnels et des tarifs pratiqués par Monsieur/Madame Y.

Article 5 -

Les jours et heures de consultations du docteur X. et de son adjoint sont indiqués à l'entrée des locaux ainsi que sur le libellé des ordonnances.

Monsieur/Madame Y. utilise les ordonnances ainsi que les feuilles de soins et imprimés pré-identifiés au nom du docteur X. et/ou sa CPF⁴ pendant la durée du présent contrat.

Sur ces feuilles de soins, l'identification nominale et codée du docteur X doit apparaître dans la rubrique réservée à l'identification de la structure et l'identification de l'adjoint doit apparaître dans la rubrique réservée à l'identification du médecin exécutant de l'acte avec la mention «Adjoint du docteur X.

3. Trois mois maximum

4. Carte de professionnel en formation

Article 6 -

Le docteur X et Monsieur/Madame Y se mettent d'accord pour la répartition des gardes auxquelles le docteur X participe en application du tableau départemental de permanence des soins.

Article 7 -

Monsieur/Madame Y. reçoit l'ensemble des honoraires correspondant aux actes réalisés sur les patients à qui il donne ses soins.

Le docteur X. reverse mensuellement à Monsieur/Madame Y...% du total des honoraires reçus par l'ad-joint au cours du mois écoulé.

Monsieur/Madame Y a été préalablement informé de la nature et du montant des charges⁵ liées à son activité au sein du cabinet du docteur X..

Article 8 -

Le présent contrat est conclu pour la période du au après autorisation du Conseil départemental de ... de l'Ordre des médecins⁶.

Il ne peut, en aucun cas, être reconduit par tacite reconduction. Un avenant au contrat doit être établi, s'il y a lieu, pour une nouvelle période d'activité de Monsieur/Madame Y.

Article 9 -

Il peut être mis fin à la présente convention, par l'une ou l'autre des parties pour faute à ses risques et périls.

Cette résolution est précédée d'une mise en demeure demeurée infructueuse demandant à l'autre partie de satisfaire à son engagement ou de mettre fin à son comportement fautif dans un délai de 8 jours.

La mise en demeure mentionne expressément qu'à défaut pour le co-contractant défaillant de satisfaire à son obligation, l'autre co-contractant sera en droit de résoudre le contrat.

S'il n'a pas été remédié aux manquements dans les 8 jours, le co-contractant notifiera la résolution du contrat par lettre recommandée avec accusé de réception, cette lettre devra mentionner le motif de la rupture.

En cas d'urgence, l'une ou l'autre des parties peut résoudre le contrat par lettre recommandée, sans mise en demeure préalable avec un préavis de 8 jours, cette lettre devra mentionner le motif de la rupture.

Article 10 - Conciliation

Tous les litiges ou différends relatifs notamment à la

5. Si le docteur X assure à Monsieur/Madame Y le gîte, le couvert et le transport, en préciser les conditions financières dans cet article.

6. L'autorisation est accordée par le Conseil départemental pour une durée de trois mois, renouvelable (article 88 du code de déontologie médicale)

Vous pouvez retrouver ces contrats :

[Contrat-type étudiant adjoint](#)

https://www.conseil-national.medecin.fr/sites/default/files/etudiantadjoint_.pdf

[Contrat-type assistant](#)

<https://www.conseil-national.medecin.fr/sites/default/files/assistant.pdf> 

validité, l'interprétation, l'exécution ou la résolution du présent contrat, sont soumis avant tout recours à une conciliation confiée au Conseil départemental de l'Ordre des médecins, en application de l'article R.4127-56 du code de la santé publique (article 56 du code de déontologie médicale).

Article 11 - Arbitrage⁷

En cas d'échec de la conciliation, les litiges ou différends relatifs à la validité, l'interprétation, l'exécution ou la résolution du présent contrat, sont soumis à l'arbitrage conformément au règlement d'arbitrage de la Chambre nationale d'Arbitrage des médecins.

1^{re} option :

Dès à présent, les parties conviennent de soumettre leur litige à un arbitre unique. Le tribunal arbitral statuera avec les pouvoirs d'amiable compositeur.⁸ Les parties peuvent faire appel de la sentence arbitrale.

2^e option (sans possibilité d'appel):

Dès à présent, les parties conviennent de soumettre leur litige à trois arbitres désignés selon les modalités définies à l'article 4 du règlement d'arbitrage de la Chambre nationale d'Arbitrage des médecins.

Le tribunal arbitral statuera avec les pouvoirs d'amiable compositeur⁷

Les parties renoncent à la possibilité de faire appel.

Le siège de la Chambre nationale d'Arbitrage des médecins est fixé à PARIS 17^e, 4 rue Léon Jost

Article 12 -

Les parties ne peuvent mettre en œuvre le présent contrat qu'après avoir reçu l'autorisation du Conseil départemental de l'Ordre des médecins⁹).

Article 13 -

Conformément aux dispositions de l'article L.4113-9 du code de la santé publique, ce contrat est communiqué par chacune des parties au Conseil départemental.

Fait, en double exemplaire, le _____, à

Monsieur Y

Docteur X

7. La clause d'arbitrage (clause compromissoire) est facultative et les parties peuvent décider de ne pas y recourir ou encore y recourir dans des conditions différentes de celles proposées ci-dessus.

8. Les parties peuvent renoncer à cette modalité de l'arbitrage et, dans ce cas, il suffit de supprimer la mention de l'amiable composition.

9. Le Conseil départemental compétent est le Conseil du département du lieu d'exercice du titulaire du cabinet (cf. article D 4131-2 du CSP)